

Titre	Nom	Prénom	
Professeur de droit privé	<u>SAINTE-ALARY- HOQUIN</u>	<u>Corinne</u>	
		Homme	X Femme
Établissement/Département	UTC		
Position/Grade/Catégorie	Professeur émérite		
Doctorat	X Oui Non	Habilité à diriger une thèse de doctorat	X Oui Non
Adresse	2 rue du Doyen Gabriel Marty		
Code Postal	31000	Ville	Toulouse
Pays	FRANCE		
Téléphone 1	+33561128749	Téléphone 2	
Fax		Site Internet	
Courrier électronique	corinne.santalary@free.fr		

PARCOURS UNIVERSITAIRE

2016/2023 Professeur émérite, UTC
1984/2016 Professeur, UTC
1982/1984 Professeur à l'Université de Paris X - Nanterre
1980/1982 Professeur à l'Université de Lille II
1980 Professeur agrégé
1979 Maître - Assistant à l'Université de Paris Sud (Sceaux)
1973/1979 Assistante à l'Université de Paris II

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE/ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

Activités d'enseignement en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

-Cours magistraux : Droit des entreprises en difficulté, Master 1 et 2 droit des affaires.
-Séminaires : Actualité des procédures collectives, Master 2 droit des affaires.

Responsabilité pédagogiques en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

1995/2005 Responsable du Master droit des affaires

Activités scientifiques en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

2000/2016 Directrice du CDA
1986/2016 Directrice du CREDIF
2010/... Présidente de l'AJDE
2009/... Présidente de l'Académie de législation de UTC.
Membre du conseil scientifique du Bulletin Joly « entreprises en difficulté ».
Membre du conseil scientifique de la Revue internationale de droit économique

Direction de thèses en lien avec le thème du projet de Chaire

D. Mélédo-Briand, « Droit des entreprises en difficulté et systèmes de droit », 1992, Maître de conférences Université de Rennes II, Avocat.
F. Macorig-Venier, « Les sûretés sans dépossession dans le redressement et la liquidation judiciaires des entreprises », 1992, Professeur UTC.
M.H.Monsérié, « Les contrats dans le redressement et la liquidation judiciaires », 1993, Publiée Bibl. Droit de l'entreprise 1994, Professeur Université Paris-Panthéon-Assas.

S.Neuville, « Le plan en droit privé », 1994, Publiée LGDJ, Professeur UTC et Sciences po Paris.
 O.Staes, « Droit judiciaire privé et procédures collectives », 1995, Maître de conférences UTC.
 G.Jazottes, « Les exigences impératives et le principe de la libre circulation des marchandises », 1996, Professeur UTC.
 M.A. Rakotovahiny, « L'évolution de la notion de créance », 1998, Maître de conférences à l'IUT de l'Université de Toulouse 3.
 S. Sabathier, « Le droit des obligations à l'épreuve des procédures collectives », Maître de conférences UTC.
 Chr.Leguevaques, « La défaillance des banques », 2001, Thèse publiée, Ed. Economica 2002, Avocat.
 F.Vetu, « Droit de la concurrence et droit des entreprises en difficulté », Pointe à Pitre, 2002, Magistrat.
 S.Rétif, « Procédures collectives et professions libérales », 2003, Maître de conférences à l'université de Caen.
 S.Delrieu, « Indivision et procédures collectives », 2005, thèse publiée, Editions Defrenois, 2010, Maître de conférences UTC.
 M.Afarkous, « Le droit des entreprises en difficulté au Maroc, Approche théorique et pratique », 2010, Avocat.
 M.Marcio Guimaraes, « Le ministère public et le droit des entreprises en difficulté, Approche de droit comparé franco-brésilien », 2011, Procureur du Ministère public à Rio-de-Janeiro, Professeur à l'Institut Vargas.
 Charlotte Calvet, « Voies de recours et droit des entreprises en difficulté », 2014, Avocat.
 Salimata Dieng, « Les établissements de crédit en difficulté dans l'espace OHADA », 2014.
 Poujade Hélène, « Le plan de restructuration en droit des entreprises en difficulté », 2014, Maître de conférences UTC.

PUBLICATIONS (les 4 dernières années)

Ouvrages

1995-2018 *Droit des entreprises en difficulté*, Précis Domat Montchrestien, 11 éd. 2018.
1979 *Le droit de préemption*, thèse honorée d'une subvention du Ministère des Universités, et couronnée par le Conseil Supérieur du Notariat (Prix de thèse 1977-78), Publiée LGDJ.

Ouvrages collectifs

2007... *Code des entreprises en difficulté* (avec B. Amizet, E. Fabriès-Lécéa, G.Jazottes, C. Mascala, F. Macorig-Venier, M-H Monsérié-Bon, H. Poujade, O. Staës) 11^e éd., Litec 2023.
2020 *Droit des entreprises en difficulté*, avec M-H Monseriè-Bon et de C.Houin-Bressand, LGDJ 13 éd., 2022.
2018 *Prévention et traitement amiable des difficultés des entreprises*, avec M.-H. Monsérié-Bon, coll." Droit du paiement", Lextenso.

Encyclopédies

2023 *La formation du plan*, à paraître.
2021 *L'exécution du plan*, Fascicule 2610 Jurisclasseur "Procédures collectives".
2020 *Nullités de la période suspecte*, 5 fascicules de Jurisclasseur « Procédures collectives ».
2019 *Le commissaire à l'exécution du plan*, Fascicule 2238, Jurisclasseur "Procédures collectives".
2018 *Le plan de redressement*, Fascicule 2630 Jurisclasseur "Procédures collectives".

Articles

2023 « La "loi Petroplus", dix ans après... Quel avenir pour l'article L. 631-10-1 du code de commerce? », Mélanges offerts à Bernard Saintourens, à paraître.
2022 « Entre dessaisissement et droits propres », Rev.proc.coll. n°4.
 « La « seconde chance » de l'entrepreneur endetté : Vers une humanisation... modérée du droit européen de l'insolvabilité », Etudes offertes à Laurence Idot, Concurrences 2022, p.469.
2021 « Avant-Propos : Dispositions COVID: quelles mesures pérenniser? », BJE 2021, n°118k3, p.55.
2019 Préface "L'immeuble et le droit des procédures collectives », Dir. A.Cerati-Gauthier et V.Perruchot-Triboulet, in Pratique des Affaires, Ed.Joly lextenso, 2019, p.7.
 « L'évolution de la garantie de l'AGS, plus..toujours plus ! », Rev.proc.coll. mars 2019, n°2, p.61.
 « Contrats de construction et procédures collectives », avec J-P Abbadie, in Contrat(s) et entreprises en difficulté, Dir.G.Jazottes, BJE janv.2019, p.37.
2018 « Les coûts de faillite, le droit des entreprises en difficulté est-il performant? », Propos introductifs, Rev. proc. coll. 2018, Dossier n°1, p.80.

« L'inopposabilité à la procédure collective », in *Les grands concepts du droit des entreprises en difficulté*, Dir.P.-M. Le CORRE, Actes Dalloz, 2018, p.47.

2017 Préface « Les procédures collectives complexes », dir. A. Cerati-Gauthier et V. Perruchot-Triboulet, Ed.Joly, 2017, p.12.

Notes de jurisprudence

2021 « Connexité et déclaration sont les deux conditions de la compensation des créances antérieures », Cass.com. 9 déc. 2020, n°X19-18 128, BJE 2021.

« Créance non déclarée ou mal déclarée? Inopposabilité, nullité ou extinction? Là est la question! », BJE janv.-févr. 2021, n°118j8, p.7.

2020 « Créanciers postérieurs: créance d'honoraires d'un avocat », note Cass. com. 2 Oct. 2020, n°19-12996, RPC n°6, n°146, p.39.

« Créanciers postérieurs: fait générateur de la commission d'un agent commercial », note Cass. com. 7 mars 2018, n°16-24657, RPC n°6, n°147, p.40.

« Créanciers postérieurs: Créance de remboursement de paiements », note Cass. com. 9 mai 2018, n°16-24065, RPC n°6, n°150, p.45.

« Créanciers postérieurs: Créance de dépollution », note Cass. com. 5 févr.2020, n°18-23961, RPC n°6, n°152, p.48.

« Créanciers postérieurs: Charges de copropriété », note Cass.com. 14 nov.2020, n°18-17812, RPC n°6, n°153, p.49.

« Créanciers postérieurs: Compensation » note Cass.com. 1er juill.2020, n°18-25487, RPC n°6 2020, n°154, p.50.

« Créanciers postérieurs: Droit de poursuite individuelle », note Cass.com. 9 mai 2018, n°16-24065, RPC n°6, n°155, p.51.

« Le pourvoi-nullité contre le plan de cession n'est possible qu'en cas d'excès de pouvoir », RTD com. 2020, p.958, n°10.

2019 « L'article 1799-1 du code civil résiste à l'impérialisme des procédures collectives ! »,Cass. com. 10 oct.2018, n°17-18547, Act.proc. coll. nov. 2018, p.1.

2017 « Restitution des loyers encaissés par l'administrateur de biens en procédure collective », Cass. com. 18 janv. 2017, n°15-16531, Bulletin Dict. perm. mars 2017, n°499.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Distinctions

2010 Officier de l'Ordre National du Mérite.

2006 Chevalier de la Légion d'Honneur.

2001 Commandeur des Palmes académiques.

Fonctions exercées dans l'établissement UTC

2016 Chargée de mission à la diffusion des savoirs scientifiques 2016

2012/2016 Chargée de mission à la Valorisation de la Recherche 2012-2016

2015/2017 Membre du Conseil de la Faculté de droit

2001/2008 Vice-présidente du Conseil Scientifique

1998/2012 Directrice du Service Commun de la Recherche

1993/2002 Directeur adjoint de la Faculté de droit

1990/2006 Membre de la Commission des spécialistes

Représentante de l'Université au Comité consultatif régional de la Recherche et du développement de Midi-Pyrénées.

Fonctions nationales

2007/2011 Membre nommé au Conseil National des universités.

Expert auprès du Haut Conseil de l'évaluation et de la Recherche Scientifique, de l'Agence d'Evaluation de la Recherche de l'Enseignement supérieur.

2014/1015 Présidente du concours d'agrégation de droit privé et de sciences criminelles 2014-2015

2009 Membre du jury d'agrégation du CAMES (Concours africain et malgache de l'enseignement supérieur).

2006 Membre du jury du concours d'agrégation de droit privé, second concours.

1997 Chargée de mission par le Ministre de l'Equipement pour réfléchir au domaine de l'assurance construction.

Membre d'un groupe de trois experts (M. le Pr. Périnet-Marquet et Me Karila). Dépôt du rapport au Ministère en décembre 1997 et publication à la Revue de droit immobilier 1998, p.1.

1993 Chargée de mission par les Ministres du Logement et de l'Équipement pour établir une garantie de paiement des entrepreneurs de bâtiment. Présidence du groupe de travail à l'origine de l'article 1799-1 du code civil.